Vendredi 14 octobre 1977 No 748

1 F

l'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP. 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

• Espagne

NOUVEAU PROJET DE LOI ANTIPOPULAIRE

Un projet de pacte social destiné à faire payer la crise aux travailleurs a déjà été adopté par le PC, le PS, aux côtés de la droite traditionnelle. C'est maintenant, un projet de répression accrue qu'ils examinent à la demande du gouvernement de Suarez.

Des propositions concrètes sont formulées sur la structure que doit avoir la police et les différentes forces de répression. La grande nouveauté consiste en la création d'une police spéciale pour lutter contre le terrorisme qu'il vienne des «extrémistes autoritaires» ou des «extrémistes révolutionnaires». Concrètement, cela veut dire que le gouvernement espagnol se donne tous les moyens pour lutter efficacement contre tout mouvement révolutionnaire.

Cette «loi de défense de la démocratie contre le terrorisme» donnerait à une unité spéciale de police la possibilité de prolonger les détentions préventives, de procéder à des arrestations sans mandat d'arrêt préalable en cas de circonstances graves, de garder au secret les personnes emprisonnées pour activités terroristes.

Elle pourrait disposer d'une autorisation officielle pour écouter les lignes téléphoniques et surveiller le courrier des personnes soupçonnées d'avoir de telles activités. Elle aurait la possibilité d'interdire aux mass-média de diffuser toute information relative à ces activités terroristes.

Enfin, elle pourrait réduire ou supprimer les peines qui s'appliquent normalement à ces délits, au bénéfice de ceux des inculpés qui collaborent efficacement à l'identification des membres des organisations terroristes.

Voici le vrai visage de la «démocratie» quand on s'attaque au pouvoir ou aux patrons. Tous les travailleurs doivent se sentir concernés par la lutte contre la répression.

Tribunal de Paris

UNE INCITATION A LA VIOLENCE POLICIERE !

Le 29 novembre 1976, le brigadier Bronchard avait interpellé, boulevard de la Chapelle, à Paris, deux jeunes garçons de 15 et 16 ans. Pour les punir d'être à deux sur un vélomoteur, il les avait giflés, battus à coups de poing et de pied. Puis il les avait enchaînés à la voiture de police par des menottes, les obligeant à courir derrière sur 300 mètres.

Trois mois de prison avec sursis et 800 F d'amende, c'est tout ce que ça vaut pour la «justice». Il faut dire que le tribunal a tenu compte des «excellents renseignements» donnés par la police sur le brigadier et aussi... de «l'allure bien réduite de la voiture». Ça fait bouillir de colère !

Une telle clémence, coutumière envers les flics, constitue un véritable encouragement aux sévices et au meurtre : un jeune tué de trois balles dans le dos par le brigadier Marchaudon, toujours en liberté, un travailleur immigré sévèrement tabassé dans le commissariat du 18e à Paris, huit jeunes objet de sévices dans celui de Corbeil (Essonne)... La liste s'allonge chaque jour. Partout où elles se produisent, il faut dénoncer ces violences policières et mobiliser les travailleurs pour faire échec à la répression.

Dirigeants CGT :

« Non aux mesures Stoleru, mais ... »

Les mesures de Stoléru ont suscité de vives réactions tant dans notre pays qu'à l'étranger. Ce jeudi, l'Union régionale parisienne CFDT organise un meeting contre ces mesures. Yougoslaves et Algériens ont répondu au cynisme et au racisme du gouvernement français. Mais ce n'est pas de ces réactions-là que nous allons parler, mais de celles des dirigeants de la CGT.

Dans le «Courrier fédéral» No 48 du 7 octobre 1977, les responsables CGT de la métallurgie dénoncent les mesures Stoléru mais à leur manière, en avançant leur propre argumentation.

Cette argumentation repose sur un chauvinisme incroyable. *«... Mais il faut bien voir qu'au-delà de l'opération politique, pas un seul emploi nouveau n'est créé, aucune de ces mesures n'est de nature à influer de façon positive sur le redressement économique».* "Ah mon dieu ! si expulser les immigrés pouvaient nous procurer du travail, nous n'y verrions aucun inconvénient, mais hélas...

Et ce n'est là malheureusement que le plus grave de la «savante démonstration» des distingués économistes de la direction CGT.

Voilà quelques autres citations que nous avons extraites : *«La baisse de consommation qui résulterait du départ des immigrés créerait un chômage technique considérable pour les nationaux»* ou encore *«leur départ s'accompagnerait d'une déqualification, sous-rémunération, surexploitation considérables des nationaux qui se substitueraient aux immigrés pour l'emploi»* ou mieux encore, s'il est possible de faire mieux : *«Il faut s'opposer à cette décision ignoble humainement qui comporte de graves risques de dégradation de l'économie nationale, compte-tenu de l'apport de la main d'œuvre immigrée dans des industries qui interviennent de façon déterminante pour notre développement économique et le progrès social au profit de tous».*

Ainsi, pour les dirigeants CGT, c'est les «nationaux», c'est les Français qu'il s'agit de défendre. La déqualification, la sous-rémunération et la surexploitation, c'est pour les immigrés. Quant au capitalisme, c'est le bien de tous.

De telles inepties entretiennent le racisme, et nous ne pouvons les accepter, aucun adhérent de la CGT ne peut les accepter. Aucun adhérent ne peut se faire le complice de cette insidieuse propagande pro-patronale au nom d'un «prétendu intérêt national». Les adhérents de la CGT ne peuvent que se révolter, faire savoir bien haut et bien fort, qu'ils exigent que ces textes soient retirés. Ils doivent soutenir les immigrés contre le racisme, contre Stoléru et non exiger qu'ils triment pour que les Français ne soient pas «déqualifiés». La propagande des dirigeants CGT, c'est du racisme et le racisme on n'en veut pas.

Editorial

Barre à l'Assemblée

Budget d'austérité

Comme on pouvait s'y attendre, Barre a demandé en présentant son projet de budget à l'Assemblée nationale la «poursuite de l'effort». «Les résultats obtenus sont encourageants, mais ils demeurent fragiles» a-t-il déclaré en faisant l'apologie de sa politique d'austérité poursuivie depuis plus d'un an. La poursuite de l'effort, c'est bien sûr des cadeaux aux trusts, et pour les travailleurs le chômage, qui vient encore de s'accroître d'après les chiffres officiels. C'est aussi la hausse du prix de l'essence, de la vignette, des loyers, de la nourriture. Car Barre se moque des travailleurs quand il prétend «adapter la hausse des rémunérations à celle des prix à la consommation». C'était déjà le même refrain qu'il chantait l'année dernière. En fait, il a cherché à bloquer les salaires tandis que les prix ont augmenté de plus de 10 % en un an.

Sardou attendu en Belgique

Dans une lettre ouverte, plusieurs centaines de Belges hostiles aux chansons de Michel Sardou ont demandé de pouvoir transmettre à la télévision belge une séquence intitulée : «3 minutes d'information sur le show-business». Ils ont demandé que cette séquence passe à une heure de grande écoute. Ils veulent protester contre le contenu réactionnaire des chansons de Sardou. Celui-ci doit en effet donner cinq concerts en Belgique entre le 20 et le 24 octobre.

«En France comme en Belgique, disent-ils, à propos de Sardou, *une frange importante de l'opinion publique démocratique et progressiste a déjà désavoué le contenu insidieux de ses chansons : racisme, sexisme, soutien aux plus forts contre les plus faibles. Notre action ne vise ni son public, ni Sardou en tant que personne. Ce que nous critiquons à travers lui, c'est un système culturel abêtissant, aux mains des puissances d'argent et des média».*

Parmi les signataires de cette lettre ouverte figurent des journalistes, des conseillers municipaux, des syndicalistes, des enseignants, des associations culturelles.

Des médecins-flics pour Peugeot ?

Un lecteur nous a communiqué la lettre suivante : Certaines organisations patronales ou certains patrons s'attachent les services de médecins-contrôleurs pour vérifier auprès des malades si les décisions prescrites par leur médecin sont justifiées.

Nous nous interrogions sur ce qui pouvait inciter des médecins à se prêter à ces pratiques policières. Nous connaissons maintenant la réponse. Nous avons eu connaissance, en effet, d'un article très instructif paru dans «le médecin de France». Cet article indique que des accords auraient été passés entre la société Peugeot et plusieurs médecins. Ceux-ci pour un travail de contrôle de 6 à 8 heures par jour, pendant 5 jours perçoivent 2 800 000 anciens francs par mois. En prime ils reçoivent le 13éme mois. les mercenaires de la médecine se vendent bien.

Ces médecins-flics au lieu de se préoccuper de la santé des travailleurs, se préoccupent de celle des profits des patrons.

Jusqu'à présent le tribunal de Montbeliard a rejeté le projet de constitution d' une médecine patronale que Peugeot a déposé ouvertement . Cependant on apprend qu'un groupe de 5 médecins se constituerait à Belfort pour offrir ses services à Peugeot.

Gageons que les travailleurs sauront les renvoyer vers l'hôpital le plus proche sur un brancard.

Affaire du «Thélème» La justice couvre les violences policières

Nos lecteurs se souviennent peut-être de l'opération de la brigade anti-gang au bar le «Thélème», le 28 février 1975 à Paris. Elle avait fait deux morts (dont un truand) et plusieurs blessés. Parmi eux, un avocat d'origine arabe, maître Benachenou, qui consommait. L'avocat fut violemment frappé à la tête par les flics et s'en tira avec une fracture du crâne, des ecchymoses sur tout le corps . Tout ceci accompagné d'injures racistes.

Les victimes portent plainte pour que tous les policiers ayant participé à la ratonnade soient traduits en justice. Un seul policier fut inculpé. Les autres ne furent pas jugés. L'instruction concernant ces derniers fut terminée en 1976, et leur dossier transmis au procureur. Celui-ci, selon la loi, avait trois jours pour prendre les mesures de son ressort (réquisitions), permettant l'ouverture du procès. Or, cela fait un an que le procureur bloque le dossier ; ceci , afin d'empêcher les flics d'être jugés. Devant ces irrégularités, maître Benachenou vient de sommer le procureur de débloquer l'affaire.

Alors que le plus souvent les travailleurs sont victimes d'une justice expéditive et condamnés lourdement pour des broutilles, la justice bourgeoise, par contre, couvre les crimes et les exactions de la police. Police et justice ne font-elles pas partie de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie ?

POUR CORRESPONDRE PAR TÉLÉPHONE : 202 18 29

• Gaza et rive occidentale du Jourdain

Memorandum contre Israël

Le gouvernement israélien vient d'entériner l'accord établi par Moshé Dayan avec les USA et de donner son appui à toutes les dernières déclarations de ce dernier. Ainsi, Israël refuse toute négociation avec l'OLP et accepte de discuter avec les Palestiniens qui vivent dans les territoires occupés depuis 1967 : le territoire de Gaza et la rive occidentale du Jourdain mais à la condition qu'ils n'aient aucun lien avec l'OLP.

La population de Gaza a tout de suite répondu à cette exigence en publiant un mémorandum stipulant son soutien à l'OLP (voir l'Humanité rouge du 13/10). Mardi, c'est au tour de la population de la rive occidentale du Jourdain de publier un mémorandum. Dans ce texte, la population affirme que l'OLP est le *«représentant unique et légitime du peuple palestinien»*. Il est signé par les conseils municipaux, les syndicats ouvriers, les chambres de commerce, les unions de femmes et de la jeunesse. Il rejette *«toute représentation palestinienne qui ne serait pas celle de l'OLP»*.

Les signataires dénoncent Israël qui poursuit sa politique du fait accompli au mépris des chartes internationales, de la résolution de l'ONU et des principes des droits de l'homme, et continue de créer des colonies de peuplement dans les territoires occupés, de torturer les patriotes arabes et de les liquider en vue de réaliser le projet expansionniste du «Grand Israël».

Dans le mémorandum, il est indiqué que la population de la rive occidentale du Jourdain rejette toute forme de tutelle et réaffirme le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à la création d'une patrie indépendante.

Ce texte envoyé à Kurt Waldeim, secrétaire général de l'ONU, conclut en exprimant l'espoir de voir l'Assemblée générale de l'ONU prendre, au cours de la session qui se déroule actuellement, *«des décisions déterminantes qui tiendraient compte de la volonté du peuple palestinien d'exercer ses droits nationaux»*.

L'OLP a tenu aussi à répondre aux déclarations de Moshé Dayan. Farouk Kaddoumi a pris la parole devant l'Assemblée générale de l'ONU, bien que le représentant d'Israël et celui des USA se soient opposés à cette intervention :

«Que l'on comprenne clairement ceci : il ne peut y avoir de paix sans les Palestiniens, et pas de Palestiniens sans l'OLP. Le général Dayan peut s'en tenir à sa «pax israélica», inspirée par son dogme sioniste, et nous nous en tiendrons à notre lutte armée, inspirée par notre amour d'une juste paix, de la liberté, du rapatriement et de la souveraineté de la Palestine.»

La campagne anti-chinoise du «Monde»

«Le Monde» se distingue tous ces temps-ci par l'attaque sournoise et orchestrée qu'il développe contre la République populaire de Chine. Un de nos lecteurs, indigné de la mauvaise foi et des déformations de l'article «Bulletin de l'étranger» paru le 7/10/1977, a adressé à ce quotidien une longue lettre, demeurée sans réponse, dont nous publions ci-dessous quelques extraits.

«... Mauvaise foi flagrante d'abord : utilisation des citations tronquées, et non infomations, ce que «Le Monde» pratique couramment vis-à-vis de la Chine populaire... Il m'a fallu lire la presse chinoise (et combien peu de gens peuvent la lire pour comparer !) pour apprendre qu'environ 35 millions de manifestants ont défilé dans les villes lors de l'arrestation des Quatre ; que le mouvement contre les Quatre était depuis le début soutenu par les paysans de Tatchaï et les ouvriers-paysans de Taking, unités présentées depuis longtemps par Mao comme les exemples à suivre en économie... que la charte fondamentale qui fut le manifeste de la Révolution culturelle sur le plan économique, la charte d'Anchan, qui s'oppose directement à la charte de Magnitogorsk de l'URSS des années 30, que cette charte abolit le pouvoir tout puissant du directeur d'entreprise pour instaurer le pouvoir des ouvriers et leur contrôle, qui instaure le travail «à la base» pour les cadres et la participation au travail de gestion pour les ouvriers, qui met la politique au poste de commandement et assure révolution et production, que cette charte d'Anchan a été largement expliquée et défendue pendant toute la campagne contre les Quatre et est prise comme base de développement industriel...

»... Et quand on est un lecteur assidu du «Monde» dont on sait que depuis quelques années, il n'est pas tendre pour la Chine populaire, dont on sait qu'il nous a «informés» pendant tout ce temps en donnant de la Chine l'image d'un pays bureaucratique, sans liberté, où règnait la dictature d'une oligarchie en proie à d'incessantes luttes de «factions» (le mot est du «Monde») et qu'on lit aujourd'hui, dans cet éditorial, que le style de vie des Chinois était jusqu'à présent, fait de «contestation, voire de réflexion» (style qu'ils seraient appelés à modifier aujourd'hui) on peut , à juste titre, se demander si votre conception «démocratique» ne s'apparente pas à la logique du proverbe : «Quand on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage»...

J.S étudiant en médecine
Paris

Nouveauté

(Traduit du chinois)

Economie rurale en Chine

De la réforme agraire aux communes populaires

E-100 – L'exemplaire : 18 F

En vente aux librairies
Les Herbes sauvages – 70, rue de Belleville
75020 – Paris
La Force du livre – 33, rue René Leynaud
69001 – Lyon

• Maroc

Le Comité central du Parti du progrès et du socialisme (parti révisionniste) du Maroc a adopté un rapport de politique générale. Dans ce rapport, le PPS demande que «le Maroc renforce son armée en la dotant de tous les armements dont elle a besoin» et demande «le développement du soutien militaire et technique du Maroc à la Mauritanie».

Enfin, le rapport affirme que le PPS est d'accord pour une négocation au Sahara Occidental mais qu'il n'admettra «aucune remise en question du retour du Sahara à la mère-patrie».

Le parti révisionniste ne se contente pas de ne pas soutenir un mouvement de libération nationale mais de plus il demande au gouvernement réactionnaire d'Hassan II de renforcer son armée contre le peuple saharaoui.

• Espagne

Des journalistes, liés à d'anciens organes d'information franquistes ont essayé de créer un syndicat. Mais cela n'a pu se faire faute d'adhérents.

A la conférence de presse qu'ils avaient organisée pour annoncer la création de ce nouveau syndicat, il y avait de nombreux journalistes, mais ces derniers étaient venus en informateurs et non en candidats. Amère déception pour les trois fondateurs dont l'un, Armando Puente, n'est autre que le correspondant d'un groupe de presse argentin mais aussi le correspondant de l'hebdomadaire français «Le Point»...

Solidarité avec les emprisonnés corses

Pour soutenir les militants corses emprisonnés, vous pouvez leur écrire aux adresses suivantes :

– José Stromboni, numéro 5189440. Division I, cellule 14, prison de la Santé, 75014 Paris.

– Jean Nicolaï, numéro 668415, première division, cellule 351 B, prison de Fresnes (94261) 1, avenue de la Division Leclerc.

– Serge Cacciari : quartier politique, numéro 3115, centrale de Melun, BP 106, Melun (7701).

Palais des congrès à Paris

Un festival pour se servir des femmes

Quand on pénètre dans le Palais des congrès, à la porte Maillot, une voix de speakerine vous avertit «le premier festival de la femme, les boutiques du Palais des congrès sont heureuses de vous accueillir». En effet, ce singulier festival de la femme est organisé par la chambre de Commerce de Paris.

Elle a eu l'idée de faire une vente-promotion en utilisant l'excellent argument publicitaire que constitue à ses yeux «la femme». Outre les boutiques, portes grandes ouvertes, un festival de stands : la femme et la mode.. et la beauté.. et la gastronomie... et l'enfant... etc. présentent de la femme l'image que veut en donner la bourgeoisie. C'est une femme au foyer qui s'occupe des enfants, du mari, cuisine de petits plats et soigne sa beauté.

Des femmes travailleuses en usine, dans les bureaux ou à la campagne, on n'en entend pas parler. D'ailleurs, les seules perspectives d'activité proposée en dehors des occupations familiales, c'est «les carrières féminines dans l'armée» et aussi l'artisanat en tout genre : tissage, tapisserie, peinture sur soie, etc; toutes les occupations artistiques réputées féminines y passent.

Un grand stand dans le «vent», quand même : la femme et les arts martiaux, pour donner un petit air d'émancipation féminine «sauce-mode» au festival.

Apparemment, la chambre du Commerce aimerait récupérer pour la dévoyer la volonté d'émancipation des femmes. Pour cela, il y a aussi les débats, tel «la condition féminine deux ans après l'année de la femme».

Mercredi soir, le débat, c'était «la vie de madame le député». Les femmes, vêtues de robes vaporeuses, romantiques ou de minijupes rase fesse du «show-mode» ont quitté le plateau pour laisser la place à un autre show : Florence d'Harcout, député RPR de Neuilly et Gisèle Moreau, député PCF du 13e arrondissement.

Le but du débat c'est avant tout de conduire les femmes à voter en leur présentant le rôle du Parlement et des députés comme absolument déterminant pour leur sort. La boucle est bouclée : quand la bourgeoisie s'intéresse aux femmes c'est pour s'en servir, pour faire vendre ou pour faire voter.

LA CHINE DEPUIS LA MORT DE MAO

Brochures parues aux Editions de Pékin

Sur la chute de la bande des Quatre
«Une grande victoire historique» (Octobre 1976) . . . . . 1,00 F
Sur la Conférence sur l'agriculture (décembre 1976)
HOUA KOUO-FENG : Discours à la 2e Conférence nationale pour s'inspirer de Tatchai dans l'agriculture . . . . . 1,00 F
TCHEN YONG-KOUEI : Critiquer à fond la bande des Quatre . . . . . 1,00 F
Sur l'étude du Tome V des œuvres choisies de Mao Tsé-toung :
HOUA KOUO-FENG : Poursuivons jusqu'au bout la révolution sous la dictature du prolétariat . . . 1,00 F
Sur la Conférence sur l'industrie
Documents . . . . . 1,50 F

Toutes ces publications sont disponibles, entre autres, aux librairies :

Les Herbes sauvages, 70, rue de Belleville 75020 Paris.

La Force du Livre 33, rue René Leynaud 69001 Lyon.

Et par correspondance à : E 100, 24, rue Philippe de Girard 75010 Paris.

(Les prix indiqués ne comprennent pas les frais de port).

Tito à Paris

ECONOMIE ET INDEPENDANCE

Au cours de la visite officielle de Tito à Paris, l'essentiel des discussions porte sur la politique internationale, la course aux armements des deux superpuissances, USA et URSS, le danger que ces deux pays font peser sur la paix mondiale. Les accords économiques entre la France et la Yougoslavie seront le second point à l'ordre du jour.

D'ailleurs les deux aspects, économique et politique, sont étroitement liés.

Une volonté commune

Les gouvernements bourgeois français et yougoslave ont en commun la volonté d'assurer, dans les relations économiques des deux pays, une certaine indépendance par rapport aux USA et à l'URSS, ces deux géants.

Nous disons bien une «certaine» indépendance, car les voyages que Barre vient de faire à Washington et à Moscou ont montré qu'il y a loin des déclarations d'intention aux réalités.

Du côté yougoslave, le gouvernement Tito a donné une certaine priorité aux échanges commerciaux de son pays avec les pays non-alignés dont la Yougoslavie fait partie. La part des pays non-alignés (ce qui signifie surtout, selon ces pays : non-alignés ni sur Moscou ni sur Washington) dans les relations commerciales yougoslaves est aujourd'hui de 16 %. Elle devrait être de 20 % d'ici 1980.

La Yougoslavie a aussi décidé en 1973 de renforcer ses rapports économiques avec le tiers monde, toujours dans le même but d'indépendance par rapport aux deux grands. La part du tiers monde, dans le commerce extérieur yougoslave, est passée de 8 % en 1972 à 16 % en 1976. Elle se développera encore.

Les rapports économiques que la Yougoslavie voudrait développer avec la France devraient permettre aussi, dans une certaine mesure, de renforcer l'indépendance de la Yougoslavie par rapport aux deux supergrands : tout ce qu'on achète ou vend à la France, c'est autant de liens qu'on ne passe ni avec Moscou ni avec Washington.

Mais à ce niveau-là : il y a deux problèmes.

Deux problèmes

Le premier, c'est la crise que connait la Yougoslavie, crise économique qui encourage peu les monopoles français à investir : pour être assuré de faire des profits, il faut une stabilité économique. En Yougoslavie, c'est loin d'être le cas. Or, ce sont bien les profits qui intéressent les monopoles français.

Il y a, au pays de Tito, 700 000 chômeurs, 14 % de la population active. Sans parler des nombreux immigrés yougoslaves qui retournent aujourd'hui chez eux, vu les mesures Stoléru du gouvernement français. Le déficit du commerce extérieur yougoslave est de 8 milliards de dollars. On estime que la balance des paiements sera cette année déficitaire de 1,5 milliards alors qu'elle était légèrement excédentaire l'an dernier encore. Signes évidents de crise économique.

Le deuxième problème, c'est que les relations franco-yougoslaves ne sont pas égales : elles sont au profit du pays le plus fort, la France. L'an dernier, la valeur de ces échanges a atteint 445 millions de dollars, dont 318 pour les exportations françaises et seulement 127 millions pour les exportations yougoslaves. Or, ce sont bien les exportations qui font faire les bénéfices. La Yougoslavie voudrait rétablir l'équilibre à ce niveau, pour équilibrer son budget. La France voudrait garder, grosso modo, le même rapport pour pallier un peu à la crise de production que connait le pays.

Toutefois, un élargissement des relations commerciales franco-yougoslaves est probable. D'une part, comme nous l'avons dit, il existe une volonté commune des deux pays de s'assurer une certaine indépendance face aux deux superpuissances. D'autre part, ce qui intéresse la Yougoslavie, c'est le développement de son industrie chimique, d'engrais artificiels, de métallurgie non ferreuse, d'aluminium, la construction mécanique. Or, ces secteurs industriels développés intéressent aussi les monopoles français.

LE BI-MENSUEL No16 EST PARU

Au sommaire : Travailleurs immigrés : tous les ouvriers concernés — L'impasse de l'Union de la gauche — Cambodge : le parti communiste édifié dans la lutte armée — La parole aux Indiens — 4e année noire pour la petite paysannerie — MJC d'Orléans : des licenciements politiques — Defrenne : un «non» collectif — Le viol : un crime odieux — Cinéma — Sciences : le cancer — Le «Groupe Octobre (1932-1936) — Chili : la «voie pacifique» : une voie sanglante.

Rassemblement national du 6 novembre

«OCTOBRE AUJOURD'HUI»

A la Mutualité de 13h à 22h

Luttes contre les risques du nucléaire

Depuis quelques années, le pouvoir a considérablement accéléré le programme nucléaire au mépris des risques, au détriment de la sécurité des travailleurs. A Malville, il projette de mettre en chantier, en sautant les étapes, Superphénix, un surrégénérateur de 1200 Mwe, alors que le prototype expérimenté jusqu'à présent est cinq fois moins puissant. 50 000 manifestants n'ont pas hésité, cet été, à affronter les gardes-mobiles pour montrer leur détermination à ne pas faire les frais de la course aux profits de la bourgeoisie.

La population locale était présente et s'est solidarisée avec eux contre les brutalités policières. En effet l'époque n'est plus où seuls les écologistes dénonçaient le programme nucléaire. Désormais, les petits paysans, la population des villages et petites villes, et aussi les ouvriers, sont entrés dans la lutte, lui donnant un caractère authentiquement populaire.

A l'usine de la Hague, les travailleurs du nucléaire, les premiers concernés ont fait grève l'année dernière pour exiger une plus grande sécurité. Ils envisagent de reprendre l'action face aux projets d'extension importante de l'usine alors que la production industrielle est loin d'y être maîtrisée et que les installations sont déjà détériorées de façon inquiétante.

Dans la région du Pellerin, près de Nantes, les paysans refusent l'expropriation. Ils veulent «vivre et travailler au pays»
Le sous préfet s'est déplacé en personne pour imposer l'enquête dite « d'intérêt public», premier pas pour la mise en chantier d'une centrale. Mais il a été reçu à coups de purin et n'a pu déposer le registre en mairie malgré une forte escorte policière.

Malgré le sabotage des responsables du PCF et du PS qui cautionnent en fait, moyennant quelques aménagements «démocratiques» le programme nucléaire, ils ont boycotté l'enquête dite d'intérêt public, premier pas pour imposer la centrale.

A Couëron, où le maire PCF avait accepté le dépôt du registre en mairie, celui-ci a été brûlé sur la place du marché par les habitants. Et lorsque le pouvoir a pris comme otages cinq paysans pour les condamner c'est plusieurs milliers de manifestants, parmi lesquels de nombreux ouvriers nantais, qui ont exigé leur libération.

Les marxistes-léninistes sont, bien sûr, présents dans ces luttes qui visent bien la politique nucléaire de la bourgeoisie, et non comme le voudraient certains «la société industrielle» ou le «progrès». Mieux connaître leur position par rapport à l'énergie nucléaire, à son utilisation industrielle, au programme nucléaire de la bourgoisie, à la politique énergétique qu'ils proposeraient en société socialiste c'est l'un des nombreux débats que vous pourrez avoir en venant à la Mutualité le 6 novembre

•Corbeil-Essonnes

Locaux syndicaux saccagés

Dans la nuit de mardi à mercredi, la Bourse interdépartementale du travail de Corbeil (Essonne) qui abrite tous les syndicats du département a été saccagée.

Tous les bureaux ont été visités : portes fracturées, extincteurs vidés, cloisons éventrées. Les fichiers ont été fouillés.

Bien que non revendiqué, cet attentat est l'œuvre de gens visiblement orientés du côté des fascistes. En effet, à Corbeil, ceux-ci sont particulièrement actifs, surtout lors des campagnes électorales. Ainsi, lors des municipales, le fils Dassault avait ses colleurs d'affiches, qui ont tiré à coups de fusil sur des jeunes.

Un membre du SAC entrainait des jeunes dans une cave avec des chiens policiers. Ce n'est donc pas un attentat au hasard. Il entre dans une campagne nationale de terreur, tour à tour raciste, antisyndicale et antipopulaire. Il rappelle aussi l'assassinat de Pierre Maitre par la CFT. Les coupables ne seront certainement jamais condamnés, comme d'habitude.

• Dans une municipalité PCF

Manifestation contre les impôts locaux trop élevés

A Châtillon-sous-Bagneux (Hauts-de-Seine), la mairie est PCF, ce qui n'empêche pas les impôts locaux d'être très élevés.

Exemple : un ouvrier de la Thômson, gagnant 2 500 F par mois, seul avec deux enfants, habite un deux pièces qui font 53 m2. Il paye 1 400 F d'impôts locaux.

Aussi le mécontentement est grand. Une manifestation a eu lieu fin septembre contre le montant trop élevé des impôts locaux, à Châtillon. Parmi les manifestants, il y avait... le maire, venu là pour se dédouaner.

Par contre, à Issy-les-Moulineaux, mairie de droite, le PCF a organisé, avant les municipales, une pétition contre les impôts locaux trop élevés. La cible était évidemment le maire centre-démocrate qui, lui, était désigné comme responsable.

Le PCF fait croire que les mairies qu'il détient sont au service des travailleurs. En réalité, les municipalités PCF *acceptent* l'augmentation des impôts locaux et pratiquent la même politique municipale antipopulaire que celle de n'importe quelle mairie de droite. La manifestation de Châtillon en est une illustration évidente.

Le PCF, lui, pousse en plus des cris démagogiques, en accusant le gouvernement, les mairies de droite; ses élus vont même jusqu'à manifester à Châtillon, alors que la politique qu'il suit est foncièrement la même.

Correspondant HR

Solidarité avec les grévistes de la Caisse d'épargne

Mardi 11 octobre, la moitié des 1 500 employés de la Caisse d'épargne de Paris ont fait grève en solidarité avec les 50 grévistes du service informatique. Les grévistes de l'informatique s'opposent à la décision de la direction de confier le traitement informatique à une boite privée. Au cours d'une assemblée générale de soutien qui rassemblait plusieurs centaines de travailleurs, 15 000 F ont été recueillis.

•Fabergé-Chartres

En grève !

Depuis le début du mois d'octobre, les travailleurs des parfums Fabergé, à Chartres, sont en grève pour 300 F d'augmentation pour des salaires de 1 945 F à 2 500 F brut, 150 F de 2 500 F à 3 000 F brut, et pour l'embauche des intérimaires. Les ridicules propositions de la direction, le plan Barre sans plus, ont été rejetées.

La riposte a été la grève. Le patron joue sur plusieurs tableaux, division intérimaires-titulaires, la démagogie imbécile : «l'usine, c'est mon bébé, ne le tuez pas !», la menace «l'usine va fermer». Il prétend assigner en justice deux grévistes, «plus les autres». Face à cela, les travailleurs sont déterminés à lutter avec leur section syndicale CFDT et en particulier à empêcher la sortie et l'entrée des camions.

Le 11 octobre, le patron a commencé des menaces et des intimidations en retirant les grilles de l'usine et en tentant de faire sortir un camion, ce que les grévistes ont pu empêcher par leur détermination. Il faut développer la solidarité financière mais aussi la popularisation.

Entre autre, une fête aura lieu samedi 15 octobre, le soir.

Redon. Lanrua-Bellevue

Visite à un comité de quartier

Depuis deux ans s'est constitué sur le quartier populaire de Lanrua-Bellevue à Redon un comité qui a organisé la défense des intérêts des locataires : avec l'aggravation des conditions d'existence des travailleurs (chômage, bas salaires) les problèmes ne manquent pas dans ces HLM où logent environ 350 familles.

Nous avons rendu compte l'an dernier de la lutte menée par le comité et les habitants sur des questions de chauffage (une grève des charges se poursuit à ce sujet), sur divers problèmes locatifs liés à la vétusté des immeubles de la partie la plus ancienne (Bellevue : 355 logements) tels que l'infiltration d'eau, l'installation de radiateurs supplémentaires, etc.

A titre indicatif, disons que depuis 18 ans, certaines cages d'escalier n'ont pas été repeintes !

Ayant persisté avec acharnement dans la lutte, le comité a remporté quelques succès sur ces différents points. L'Office départemental des HLM, après une longue période où il prétendait ignorer le comité et les revendications des habitants, a dû céder : les locataires n'ont d'ailleurs pas hésité à intervenir en force au Conseil d'administration ; les administrateurs durent bien sortir de leur mutisme et la fermeté des locataires ne leur laissa aucune porte de sortie !

Le comité est maintenant connu et reconnu. De bons rapports avec la presse locale ont valu à ses initiatives un large écho.

COMBATTRE LES SAISIES ET LES EXPULSIONS

Actuellement, la situation est difficile pour les travailleurs. Il y a 1 600 chômeurs dans la région de Redon (qui compte 10 000 habitants) et les salaires sont très bas.

Voici un exemple : celui d'une travailleuse active dans le comité. Pour une famille comportant 5 enfants dont 4 à charge (un de 16 ans, 2 de 14 ans, 1 de 11 ans) : 1 730 F de salaire, 1 800 F d'allocations familiales, avec 430 F de loyer !

A Redon c'est très courant ! Certains ne peuvent s'en sortir ; les dettes s'accumulent, les huissiers interveinnent.

La lutte n'est pas facile. Certains se taisent et l'on apprend, en passant à la mairie, qu'un poste de télé saisi est en vente aux enchères : c'est un cas constaté ces jours-ci et sur lequel le comité compte bien intervenir.

De plus, comme certains s'en sortent malgré toutes les difficultés, des divisions peuvent se faire jour qu'ilo faut combattre : on peut toujours trouver des arguments du genre : «Ils ne se privent pas, ils ne savent pas se débrouiller.»

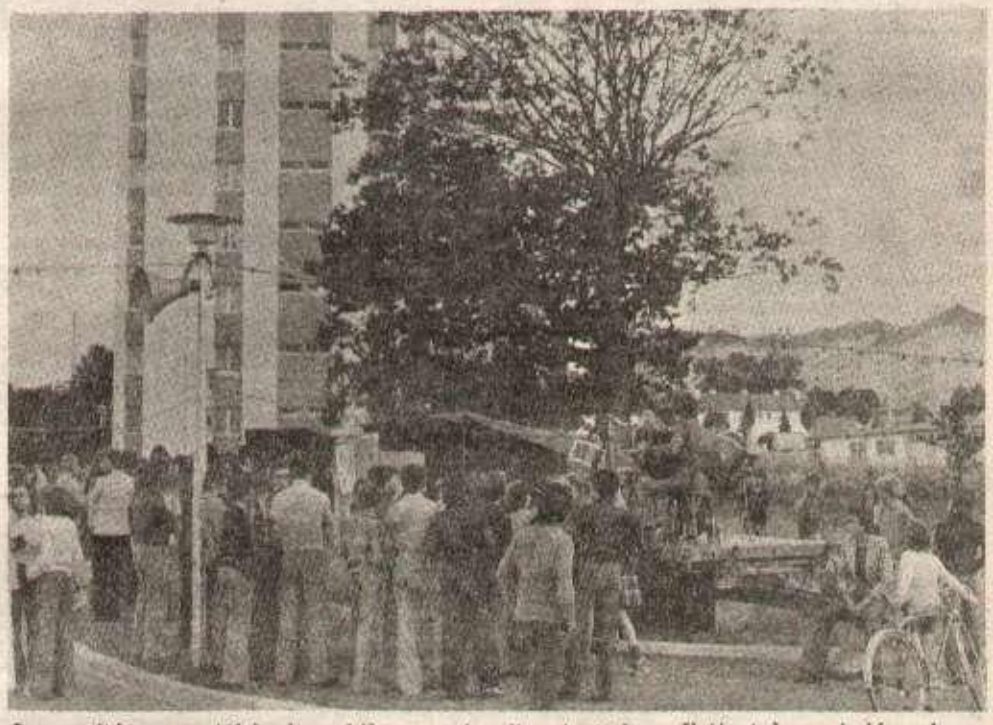
C'est ce que dit la lettre des HLM : «Ils n'ont pas tenu leurs engagements», lettre qui se permet de conclure : «La meilleure aide que vous puissiez accorder à Mme ... serait de l'aider à se reloger» !

Le comité auquel cela s'adresse n'a pas du tout cette intention.

Dans le même temps, les allocations familiales ne sont pas versées à de très nombreuses familles : on a refait les programmes au service informatique de la CAF, alors, les travailleurs n'ont qu'à se serrer un peu plus la ceinture !

Le comité, qui a un délégué dans chaque immeuble ou groupe d'immeubles est attentif à tout cela. Il intervient, agit(système d'alerte en cas d'expulsion). Il mobilise et informe systématiquement la population du quartier.

Le comité avait invité divers journaux à venir s'informer auprès de lui. C'est ce que nous avons fait et nous avons discuté toute une soirée avec plusieurs de ses membres réunis pour cela.



Le comité a organisé à plusieurs reprises des fêtes, parties de boules ou de palet sur le quartier. Voici l'une de ces fêtes, où jeunes et moins jeunes peuvent se distraire, sans que soient pour autant oubliés les problèmes qu'expliquaient des panneaux.

Le comité a également participé à des manifestations ou coordinations d'autres comités semblables (celui de Villejean à Rennes, par exemple).

Il tient à son indépendance à l'égard des partis. Le PCF qui a tenté à l'époque des municipales de l'amener à soutenir le Programme commun, n'y participe pas, sans toutefois le combattre ouvertement.

• Pellet — Nanterre

Grève avec occupation

Actuellement se tient à Paris le salon du cycle. Les grandes marques de vélo sont fières de présenter leurs derniers modèles, mais qui, et dans quelles conditions a produit le matériel qui a permis la gloire des Anquetil, Merckx et autres Thévenet ? Les travilleurs de la société Pellet à Nanterre fabriquent des jantes de cycles de compétition et fournissent les gros industriels du vélo en France, Motobécane, Peugéot, Lejeune, Manufrance et à l'étranger USA, Japon.

C'est une petite boite de style paternaliste, de 47 salariés, y compris le PDG, sa femme, son fils, sa fille, avec un encadrement se disant de gauche, de très bas salaires (2 070 F pour un OS 1) et des conditions de travail insalubres (en particulier au polissage).

Le 6/10, les travailleurs passent à l'offensive et décident la grève. L'unité des tavailleurs avait pu se réaliser grâce à la création récente d'une section syndicale CFDT.

La volonté du patron de diviser les travailleurs entre eux — immigrés qui sont majoritaires dans l'entreprise et Français , ateliers des hommes contre atelier des femmes — tombe à l'eau.

Immédiatement les ouvriers organisent leur lutte en élisant un comité de grève comprenant deux délégués du personnel plus deux hommes et deux femmes. Leurs principales revendications portent sur des augmentations de salaires : 1,50 F pour tous avec minimum de 15 F de l'heure, 13e mois, indexation des salaires sur la moyenne des indices INSEE-CGT-CFDT, 5e semaine de congés payés, retour immédiat aux 40 heures sans perte de salaire. Les autres revendications sont l'augmentation des effectifs, l'égalité des salaires, l'amélioration des conditions de travail, etc.

Le patron se montre intransigeant et propose seulement 2 % d'augmentation et du savon pour se laver les mains (!) La quasi-totalité des travailleurs décide alors l'occupation de l'usine lundi 10 à midi.

Alors, Pellet est stupéfait : «Mes ouvriers, me faire ça.» Il ne voit comme solution que d'envoyer un huissier, il menace de s'adresser au tribunal des référés, et essaye de maœuvrer les 7 salariés — femmes non-grévistes. Mais les travailleurs, déterminés à faire aboutir leurs droits ne se laissent pas influencer par ces intimidations. Ils organisent la solidarité ouvrière autour d'eux (plus de 1 000 F de collecte en deux jours) et sont prêts à poursuivre leur lutte pour leurs justes revendications.

Soutenons les travailleurs de Pellet : UL CFDT, 7, rue des Anciennes-Mairies, 92000 Nanterre.

Correspondant HR avec les grévistes de Pellet.

ABONNEMENTS A L'HUMANITE ROUGE

QUOTIDIEN	Pli ouvert (sous bande)	Pli fermé (sous enveloppe)
1 mois	20 F	44 F
3 mois	60 F	132 F
6 mois	120 F	264 F
Soutien	150 F	300 F
QUOTIDIEN AVEC SUPPLÉMENT BIMENSUEL		
1 mois	26 F	54 F
3 mois	78 F	164 F
6 mois	156 F	368 F
Soutien	200 F	400 F

Directrice de publication : Suzanne Marty Commission paritaire No 57952 Distribution NMPP IMP : La Nouvelle Dépot légal : 4e trimestre 1977